

12, bd de Bonne Nouvelle 75010 PARIS
tel : 01 44 79 31 65 ou 69 - Fax : 01 44 79 31 72
site internet : www.joueb.com/sudtravail
site intranet : www.intracom.travail.gouv.fr
syndicat.sud1@sud.travail.gouv.fr

La soi-disant « Modernisation » des services publics, c'est la casse du service public d'Etat !

La RGPP, c'est le grand chambardement dans l'organisation du service public d'état : l'organisation administrative va être bouleversée par des fusions, regroupements, suppressions de services...

La RGPP, c'est la brutalité : aucune concertation interne, aucune dialogue social, aucun débat législatif ; la gauche réformatrice ne dit rien ou pire, approuve !



Les missions d'état se dissolvent :

Le partenariat, le conventionnement se fait avec de nouvelles structures qui prennent en charge le service public : associations, établissement public (epa et epic) GIE, GIP, agences (l'agence nationale de l'inspection du travail, c'est pour quand ? en 2011 avec la fusion ?)

Avec, en plus, **l'explosion du statut des fonctionnaires et agents publics d'état**, hérité de 1945 : aucun agent ne peut se considérer protégé contre cette vague ultralibérale : suppressions de postes, mobilité obligatoire, risque d'être mis à la porte (pardon, en dispo sans traitement...) pour ceux qui refusent leur reclassement...et renforcement du management lollien avec son cortège d'évaluations, d'objectifs bidons chiffrés...

Les projets les plus fous sont devant nous : CDD et recrutement à temps partiel et personnel intérimaire.

Dans une même structure, travaillent des agents publics d'état, des territoriaux et des salariés de droit privé (voir Mdp, agences, ophlm, la poste et France telecom...)... ce qui ne facilite pas les revendications communes et favorise dès aujourd'hui l'individualisme sans institutions représentatives du personnel.

L'effet démographique va faciliter les objectifs du gouvernement : il attend avec impatience le départ dans les 10 ans, de 50% des agents publics, ce qui « naturellement » favorisera l'éclatement puis l'effondrement du statut de la fonction publique.

La gauche de gouvernement est extrêmement muette et complice. Il faut dire qu'elle a bien préparé le terrain à la droite : LOLF, évaluation... Merci à Jospin pour ces brillantes inventions...

Le citoyen est aussi concerné par ces réformes qui le priveront de services publics gratuits accessibles à tous, au profit d'officines diverses privées qui « vendent » des prestations autrefois gratuites. (par exemple le célèbre 39/39 allo service public).

Les gouvernements successifs présentent ce saccage comme une « modernisation » indispensable en ces temps de déficit budgétaire et manie lourdement la démagogie pour faire avaler la pilule au citoyen-contribuable : « vous trouviez normal que l'état entretienne 13 services RH dans un département comme le Lot ? » Non, répond le gogo qui pense à ses impôts. « ça tombe bien » dit le pouvoir : « on a décidé de mettre tout le monde à la préf. Comme ça, en plus, vous aurez un interlocuteur unique ». Applaudissement général !



L'irremplaçable Dutreil ex-ministre de la Fonction Publique avait dit que les français aimaient trop leurs fonctionnaires et il voulait changer cet état d'esprit.

Comment ?

Que cherchent les gouvernements derrière ces arguments démagogiques ?

1. **en désorganisant volontairement l'administration (certes pas parfaite), il crée artificiellement les conditions d'une dégradation programmée du service rendu aux usagers** : puisque le service rendu par les fonctionnaires n'est pas bon, il faut le privatiser (cqfd...) : on privatisera en premier ce qui est rentable et rapportera du fric aux copains (voir privatisation des renseignements téléphoniques ex 12). Quitte à renationaliser les banques si les banquiers crient au secours : on privatise les profits et on nationalise les déficits ! ça peut pas marcher...

Quant aux services non-rentables, on les refilera aux collectivités territoriales...qui augmenteront les impôts locaux.

2. le but de la manœuvre est aussi bien sûr de réduire le nombre de fonctionnaires pour cause de déficit budgétaire : et là, la ficelle est grossière : depuis 2002, on diminue d'abord les recettes (baisse des impôts des riches), on creuse le déficit puis on coupe dans les dépenses au nom de l'orthodoxie financière. (on ne peut pas dépenser plus que ce que l'on a...c'est comme le budget des ménages, gestion en bon père de famille et ragnagna...**en oubliant que le « bon père de famille » contrairement à l'état, c'est pas lui qui décide du montant de ses recettes...**).

3. l'objectif est atteint :

- le citoyen lui-même confronté à des services publics désorganisés composé de fonctionnaires débordés et rendu acariâtres par les pressions croissantes aux résultats, à l'évaluation... admettra facilement les privatisations ;
- les fonctionnaires démotivés (enfin ceux qui restent...) tricheront sur leurs « résultats » (ça a déjà commencé) : les chefs qui ne seront pas dupes remonteront ces faux résultats pour atteindre leurs « objectifs ». Toute la hiérarchie, jusqu'au ministre mentira devant le parlement : ils sont fous ; ils ont réinventé le Gosplan de feu l'URSS ! (et ça s'est fini comment là-bas ?)
- les services ex-publics deviendront des services privés accessibles aux plus aisés (et d'abord la santé, l'éducation) qui pourront d'autant plus se les offrir qu'ils paient de moins en moins d'impôts.
- Il restera à l'Etat, la fonction policière de répression des pauvres pour éviter qu'ils ne se révoltent contre une société de plus en plus injuste.

La méthode: carottes et bâtons...

Mais pour atteindre cet objectif, le pouvoir sait qu'il devra taper fort...sur les fonctionnaires

La hiérarchie se militarise. « J'ordonne, j'exige, j'impose ». Et les instruments répressifs sont en place : sanctions déguisées, sanctions disciplinaires, rétrogradations, primes, promotion, refus de promotion, favoritisme, et bientôt licenciement pour insuffisance professionnelle. Toutes ces sanctions et faveurs se veulent exemplaires pour mettre tout le monde au pas, au pas cadencé.

Conséquences

Il n'y a plus aucun repère : les services partent, les agents du service partent, les services sont redécoupés, hachés. L'administré ne sait plus où s'adresser.

Seuls repères: les ordres martelés et le tableau de bord mensuel. (lof, bop, culture du chiffre individuel, cap sitere...); Ils parlent dès aujourd'hui d'évaluations mensuelles et non plus annuelles !!!

Que faire ?

Nous avons dans nos services, des agents arrivés dans les années 1970-1985.et une nouvelle génération qui y sera encore en 2045...

La génération qui part à la retraite le fait avec soulagement, ravissement (certains en parlent depuis 10 ans...) et écœurement des nouvelles méthodes de gestion et de travail.

L'avenir de la nouvelle génération est pleine d'incertitudes, ce qui n'était pas le souci des agents arrivés dans les années 70 : un gaullisme social et une gauche montant en puissance.

REVENDIQUER pour les générations futures des banalités, simples et compréhensibles, Rappeler le socle de valeurs communes dans nos services, pour que chacun les ait en tête.

- Le pays étant de plus en plus riche, le progrès social pour tous au lieu de la régression sociale.
- Une administration sociale pour améliorer les conditions de travail, d'emploi, de vie
- Une administration au service des administrés correctement informés et accueillis dans les services : salariés chômeurs immigrés...
- Une administration transparente dans ses décisions
- Une administration à l'image de la société, intégrant des fonctionnaires issus des classes sociales défavorisées et pas uniquement des classes moyennes ou supérieures.
- renforcer la communauté de travail par la présence syndicale
- lutter contre la hiérarchie qui sert à introduire la gestion privée dans nos services pour casser tous les statuts: leurs intérêts ne sont pas les nôtres. Leur seul mérite professionnel est de plaire aux gouvernants en place, et c'est pour cela qu'ils ont été choisis.

Voilà notre « culture de service » qu'ils veulent remplacer par la culture de l'objectif individuel et de l'individualisme.

Une autre administration est possible: au service des travailleurs (merci arlette !)

Notre discours n'est pas ringard, n'est pas désuet. Nous n'avons pas le choix, nous n'avons pas à faire le gros dos (en minaudant sur cap sitere, l'évaluation etc). Ce serait une erreur. Il faut plutôt construire une force collective répondant aux injonctions, aux non sens administratifs, aux idées toutes faites et plaquées : construire une solidarité de résistance.

Par rapport à l'encadrement, promouvoir l'**anti hiérarchisme** : dénoncer les grands chefs qui sabotent le service public et le zèle des petits chefs !



Défendre un encadrement humain des agents : ne pas choisir ses agents, discussion avant décision, transparence des décisions, animation du service et appui professionnel aux agents.

Le pire n'est jamais sûr ... si nous savons nous organiser collectivement et résister individuellement.

Avec tous les agents de la fonction publique :

TOUS EN GREVE LE 15 MAI !